

Quelques réflexions à propos du débat Politiques Sciences – Sociétés

Alain Pavé
Le 18 mars 2013

Ne pouvant pas assister au débat du colloque : « Politiques Sciences-Sociétés » du jeudi 21 mars (cf. Communiqué de presse, ci-joint). Je me permets de proposer quelques réflexions.

Ce communiqué de presse est bien venu. Dire que la défiance envers la science est une impression plus qu'une réalité est tout à fait pertinent. Ce message diffusé par divers pouvoirs n'est pas innocent : il s'agit de culpabiliser pour mieux régner, de déculpabiliser certains acteurs économiques et politiques, et d'imposer des modes de fonctionnement asservis à des objectifs *immédiats* de rentabilité économique. Je suis bien sûr favorable à la valorisation de la recherche et je l'ai pratiqué continûment lors de ma carrière, mais je nie le schéma descendant « recherche->application->valorisation ». Le lien à l'innovation et au développement technologique est beaucoup plus souple et astucieux ; c'est l'*immédiateté* qui est en cause.

Cela étant, j'observe les faits suivants¹ :

- Le pouvoir dans notre système de recherche est de plus en plus entre les mains des gestionnaires aux dépens des professionnels c'est vrai aussi dans les entreprises (cf. l'excellent petit livre « La recherche malade du management »²). Lors d'une réunion récente j'ai entendu dire (et lu sur un écran), l'argument suivant : les patrons de PME et ETI ont le nez sur le guidon (on pourrait d'ailleurs dire la même chose de beaucoup de directeurs et directrices de nos laboratoires de recherche). C'est vrai. Mais la solution proposée me semble pour le moins discutable : il faut leur associer des « docteurs » qui vont être à l'origine des innovations. On se noie dans la gestion et l'on délègue le cœur de métier ! Tous les patron(ne)s d'entreprises et de labos devraient être des Steve Jobs et non pas que Steve Jobs soit l'exception. Pour les laboratoires de recherche, le fonctionnement gestionnaire et pointilleux de l'ANR est totalement contreproductif. Enfin, il faut laisser des degrés de liberté, un certain « désordre » pour permettre aux idées de s'exprimer, de diffuser et de se concrétiser³.
- L'idéalisation du système allemand : seuls 30% des élèves du secondaire passeraient l'équivalent du baccalauréat et les autres « bénéficieraient » d'un enseignement professionnel. Un grand progrès !!! J'y vois plutôt là une « *arme de prolétarisation massive* » voire une « *arme de paupérisation massive* ». La double culture d'Angela Merkel « *marxiste et néolibérale* » est assez efficace pour atteindre un tel objectif.
- Selon l'OCDE, 17% des élèves de 4^e et 3^e en France auraient un « esprit d'entreprise » et premiers en Europe. Ils ne seraient plus que 2% après le bac et presque derniers dans l'espace européen. Pourquoi ?
- Quand on parle de relations ESR⁴ Société, on évoque le plus souvent liens avec l'industrie... C'est ce que j'ai observé lors des Assises et c'est assez hallucinant : on ignore d'autres secteurs de l'économie, par exemple de l'agriculture, et l'on ne parle pas évidemment pas de la culture...
- Une mise en cause systématique de notre système d'éducation nationale, « non adapté au monde actuel », est un discours récurrent. On oublie que longtemps la mission de ce système était de faire des *citoyens*. Certes, il doit pouvoir évoluer, mais le discours encore une fois culpabilisant de la part de beaucoup, qui n'ont pas su de leur côté faire face, a quelque chose de choquant. Et je pense que faire des *citoyens* n'est pas non plus hors de propos.

Il est donc urgent de repenser tout ce dispositif. Le débat en cours permet au moins de poser les questions. Il est probable que les « doutes » sur la science et la technologie, très médiatisés, influent sur les choix des jeunes au moins autant que leur formation. L'un des rôles majeurs des associations de culture scientifique est précisément de distiller un autre message, plus positif, voire d'ouvrir les yeux et de tracer d'autres futurs pour tous ces jeunes d'aujourd'hui et de demain : la science et la technologie sont accessibles, sources d'emplois, mais aussi de rêve et d'humanité.

¹ Certaines de ces informations sont issues d'exposés ayant été présentés à l'Académie des Technologies.

² Vincent de Gaulejac, La recherche malade du management. Editions Quae, Paris, 2012.

³ Cf., par exemple : Abrahamson E., Freedman D.H. Un peu de désordre = beaucoup de profit(s). Flammarion, 2008

⁴ Enseignement Supérieur et Recherche



COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans le cadre de la préparation au débat parlementaire sur la loi de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR)

Colloque Politiques Sciences-Société

Assemblée nationale 21 mars 2013

126 rue de l'Université – Salle Colbert – 14h30/19h30

alliancesciencesociete@gmail.com
06 72 66 82 20

ALLIANCE SCIENCES SOCIÉTÉ
c/o AFPD - La Halle aux Cuir, 2
rue de la Clôture
75930 Paris Cédex 19

En avril, la loi de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche sera soumise au Parlement. L'actuelle proposition de loi indique que l'essentiel des réformes porte sur la gouvernance de l'ESR. **Quid du pacte Recherche-Sciences-Société ?**

Un forte contradiction demeure : d'un côté, à droite comme à gauche, tout le monde place ses espoirs d'un futur meilleur dans la recherche et l'innovation ; de l'autre, la doctrine de l'Etat en matière de liens entre nos concitoyens et ses institutions de recherche perpétue l'idée d'une défiance, voire d'un rejet, des sciences et des technologies. De récents documents du ministère de la recherche confirment cette posture. Or, ces analyses reposent sur des contresens profonds, dont l'influence se retrouve jusque dans les arguments sur la soi-disant « désaffection » des jeunes pour les filières scientifiques. Ces analyses mésinterprètent les faits et nous font avancer en reculant. **Peut-on fonder un élément crucial du pacte républicain sur la méfiance ?**

L'institution scientifique bénéficie, depuis 50 ans, des taux les plus élevés de confiance (plus de 80%), toutes institutions confondues (syndicats, partis politiques, justice...). Mieux, l'implication croissante de nos concitoyens dans des protocoles de recherches participatives, citoyennes et coopératives démontre, par les faits, l'erreur d'analyse. Quant à la chute des inscriptions en filières scientifiques, elle est due aux réformes du lycée des années 1990 et du LMD, à la baisse drastique des perspectives d'emploi dans la recherche et l'enseignement publics, et au sous-investissement des entreprises françaises depuis 20 ans. Point de mystère. Point de désaffection chez les jeunes non plus qui continuent à plébisciter les carrières scientifiques comme les plus prestigieuses à leurs yeux (62%). Nous assistons simplement à des stratégies d'orientation révélant en outre un très (trop) faible niveau de confiance des jeunes dans leurs capacités.

Dès lors que faire ? Ne faut-il pas fonder un nouveau paradigme recherche-sciences-société pour relever les défis à venir ? Comment placer la société et les organisations de la société civile au cœur de la gouvernance de l'enseignement supérieur et de la recherche ? Des coopérations promues et généralisées entre les associations de la société civile concernées et les établissements d'enseignement supérieur seraient-elles utiles, donc à promouvoir ? L'actuel schéma de Culture Scientifique et Technique devrait-il être profondément réformé ?

L'Alliance Sciences-Société propose le 21 mars de discuter des pistes concrètes, en amont du débat sur la loi. 49 amendements à la loi y seront présentés.

Téléchargez le Dossier de presse : <http://alliance-sciences-societe.overblog.com/dossier-de-presse-colloque-politique-sciences-societe>

Contacts : alliancesciencesociete@gmail.com - 06 72 66 82 20